

# INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

## Brèves

FRANCE-EGYPTE/  
DIPLOMATIE. MACRON  
ÉVOQUE SOBREMMENT  
LES DROITS DE  
L'HOMME DEVANT  
SISSI

Le président français Emmanuel Macron, qui recevait hier à Paris son homologue égyptien Abdel Fattah el-Sissi, a plaidé en faveur d'une "ouverture démocratique" et d'"une société civile active" dans un pays accusé par les ONG de bafouer les droits humains, tout en refusant de conditionner le partenariat stratégique bilatéral à cette question.

ROUMANIE/LÉGISLATIVE.  
LE PAYS DANS  
L'INCERTITUDE

Les Roumains étaient plongés dans l'incertitude hier, au lendemain de législatives remportées d'une courte tête par les sociaux-démocrates devant les libéraux pro-européens au pouvoir, en attendant que le président abatte ses cartes pour indiquer qui va désormais diriger le pays. Après s'être investi à fond dans la campagne en faveur des libéraux dont il est issu, au risque de se voir accuser d'"entorse à la Constitution", le chef de l'Etat Klaus Iohannis, sans doute sonné par ces résultats inattendus, n'avait pas encore réagi aux résultats de ce scrutin.

VENEZUELA/LÉGISLATIVE.  
MADURO  
RENFORCE SON HÉGÉMONIE  
EN S'EMPARANT  
DU PARLEMENT

Le président du Venezuela Nicolas Maduro s'est emparé de la dernière institution qui échappait à son pouvoir en prenant le contrôle du Parlement lors des élections législatives de dimanche, marquées par une très forte abstention et rejetées internationalement. La coalition qui soutient le président Maduro, le Grand pôle patriotique, a obtenu 67,7% des 5,2 millions de suffrages exprimés, a annoncé hier la présidente du Conseil national électoral (CNE), Indira Alfonzo.

# RDC : le président en quête d'une "nouvelle majorité"

DANS un discours retransmis à la télévision d'Etat dimanche soir, Félix Tshisekedi a fait le constat du "rejet" de sa coalition avec Joseph Kabila.

M. A. (Source AFP)  
Libreville/Gabon

Le mariage (de raison) aura tenu un peu moins de deux ans. Le président de la République démocratique du Congo, Félix Tshisekedi, a en effet constaté dimanche le "rejet" de sa coalition au pouvoir avec son prédécesseur Joseph Kabila et annoncer la recherche d'une "nouvelle majorité" au sein de l'Assemblée dominée par les fidèles de M. Kabila. En d'autres termes, le chef de l'Etat a constaté l'échec de cette coalition qui avait permis en janvier 2019 la première transition pacifique du pouvoir dans l'histoire agitée du Congo, au grand soulagement de la communauté internationale.

Proclamé vainqueur de la présidentielle, M. Tshisekedi avait signé un accord secret avec son prédécesseur, qui gardait le contrôle du Parlement (plus de 300 députés sur 500).

"La majorité actuelle s'étant éffritée, une nouvelle majorité est nécessaire", a déclaré le chef de l'Etat dans un discours retransmis par la chaîne d'Etat RTNC. "J'ai décidé de nommer un informateur (...). Il sera chargé d'identifier une nouvelle coalition réunissant la majorité absolue des membres au sein de l'Assemblée nationale", a-t-il ajouté.

Il a agité la menace d'une dissolution de l'Assemblée en cas d'échec de cette recherche de nouvelle majorité au nom de "l'Union sacrée" qu'il souhaite : "J'userai des prérogatives constitutionnelles qui me sont reconnues, pour revenir vers vous, peuple souverain, et vous demander une majorité".

Le président rendait compte des "consultations politiques" qu'il a menées tout le mois de novembre avec les forces politiques et des



La coalition qu'il formait avec son prédécesseur Joseph Kabila ayant vécu, le président Félix Tshisekedi a choisi de regarder dans une autre direction.

représentants de la société. Le FCC a largement boycotté ces consultations.

Ces consultations ont "mis en évidence, à une écrasante majorité, le rejet de la coalition entre le FCC et Cap pour le changement (Cach, pro-Tshisekedi)", a-t-il déclaré.

Ses interlocuteurs reçus lors des consultations lui ont dit qu'il fallait "mettre fin à l'accord de coalition et dissoudre l'Assemblée nationale", a-t-il ajouté.

• **Incidents au Parlement.** Des incidents ont éclaté hier dans l'enceinte du Parlement à Kinsha-

sa au lendemain de l'annonce par le chef de l'Etat congolais de la fin de la coalition au pouvoir, a indiqué à l'AFP l'entourage de la présidente de l'Assemblée nationale. De quoi faire craindre une crise politique profonde et susciter l'inquiétude de la communauté internationale.

## Le camp Kabila accuse Tshisekedi



Le symbole dans cette image d'un Félix Tshisekedi investi en présence de son prédécesseur Joseph Kabila le 19 janvier 2019 semble bien appartenir au passé.

M. A. (Source AFP)  
Libreville/Gabon

Si, dans une réaction à chaud dès dimanche soir, il a dit "prendre acte" de la décision du président Félix Tshisekedi de mettre fin à la coalition au pouvoir en République démocratique du Congo (RDC), le front commun pour le Congo (FCC), le parti de l'ancien chef

de l'Etat Joseph Kabila, qui gouvernait avec lui depuis deux ans, changé de ton hier en dénonçant une grave violation de la Constitution.

Le FCC estime que les décisions "unilatérales" du chef de l'Etat "violent gravement la Constitution et servent de prétexte pour liquider, par l'instauration d'un régime dictatorial au service d'un pouvoir personnel, les institu-

tions", dans une réaction lue hier devant la presse.

Le FCC ajoute qu'il va demander à M. Kabila "de donner sa part de vérité" sur cette crise, la plus grave au sommet de l'Etat depuis la première transition pacifique du pouvoir en janvier 2019.

A cette date, M. Tshisekedi avait été investi en présence de son prédécesseur Joseph Kabila, première transition pacifique du pouvoir dans l'histoire agitée du plus grand pays d'Afrique sub-saharienne.

"La désignation d'un informateur là où existe un gouvernement de plein exercice, soutenu par une majorité confortable, est une violation flagrante et intentionnelle de la Constitution", insiste le FCC, qui estime qu'il avait "une majorité absolue issue des élections de 338 députés sur 500" début 2019.

Le FCC a également appelé "la population à rester mobilisée contre la tentative en cours de hold-up de sa volonté souverainement exprimée dans les urnes".